



**21<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Dialogue interactif avec le l'Expert indépendant sur la situation des droits**  
**de l'homme en Somalie**  
**Intervention de S.E. M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du**  
**Luxembourg (26 septembre 2012)**

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'indiquer que le Luxembourg souscrit à la déclaration faite par l'UE.

Nous remercions l'Expert Indépendant, Monsieur Shamsul Bari, de son rapport, du complément d'information fourni ce matin et appuyons pleinement ses recommandations.

Après des décennies de conflit, les développements enregistrés ces derniers mois sur la situation politique et sécuritaire en Somalie sont tels qu'aujourd'hui, l'espoir renaît. Il revient maintenant à la communauté internationale et aux nouvelles autorités somaliennes de tout mettre en œuvre pour que ces progrès soient durables.

Le Luxembourg soutient la Somalie sur le chemin de la paix et de la sécurité. Il réaffirme son plein appui au Président nouvellement élu et aux nouvelles institutions dans leur action en faveur de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie. L'élection de Président Hassan Sheikh Mohamoud marque la fin de la période de transition et constitue une étape essentielle sur le chemin de la réconciliation et la consolidation de la paix dans ce pays.

Comme le souligne l'Expert indépendant dans son rapport, des violations des droits de l'homme persistent et la situation humanitaire reste très préoccupante. Ainsi, l'attentat-suicide perpétré voici quelques jours - et que nous condamnons fermement - démontre qu'un chemin ardu reste à parcourir pour mener à bon port le processus de transition vers la démocratie et la restauration d'un Etat de droit viable.

Le Luxembourg salue le constat du rapport qu'au-delà des droits politiques et civils, la question des droits économiques, sociaux et culturels reste au cœur des préoccupations des Somaliens.

Monsieur Bari,

Vous formulez plusieurs recommandations et plaidez tant pour des réformes politiques et économiques que sociales. Au vu de l'ampleur des réformes à mener, il nous semble utile de définir des priorités. En complément de vos remarques de ce matin, pourriez-vous nous donner des indications sur les domaines d'action qui vous semblent prioritaires en la matière ?

Je vous remercie.